

Frédéric Maillot,

Vice-Président du Conseil régional de La Réunion délégué à l'Économie sociale et solidaire

Comment et pourquoi vous êtes-vous engagé en politique ?

Dès mon adolescence j'ai commencé à m'interroger sur la vie politique sociale et culturelle de mon pays. Plusieurs rencontres ont favorisées mon engagement et rapidement l'interrogation a laissé place à l'engagement et l'action ! Les différents domaines dans lesquels j'évolue sur les plans artistique et professionnel me ramènent à mes engagements également. « Mwin lé mizisyin mi jwé maloya, langajman dann maloya lé omni prézan ! » *Je suis musicien, je joue du maloya, l'engagement dans le maloya, notre musique traditionnelle, est omniprésent dans ma vie.* Je travaille dans une fondation qui lutte contre le mal logement et le sans-abrisme ! Voici comment est né mon engagement de militant politique. Au carrefour de mes pratiques culturelles et professionnelles. Mon pays me fascine, son histoire, son peuple ses forces ses faiblesses ! Il ne m'a pas laissé autre choix que de m'engager pour lui ! Je ne me suis jamais résolu à accepter les inégalités et les discriminations. C'est le sens de mes valeurs et de mon combat.

Comment comptez-vous accompagner les acteurs économiques pour sortir de la crise et plus particulièrement ceux de l'ESS ?

L'État a mis en place des mesures pour permettre à ces structures de résister à la crise, il nous appartient aujourd'hui de les accompagner dans une relance économique. J'invite d'abord les collectivités publiques à consommer local. Nous allons accentuer notre programme d'accompagnement d'entreprises ou de création d'entreprises qui travaillent les matières premières afin de permettre aux acteurs économiques de se fournir directement auprès d'acteurs locaux. Ce qui permettra aux petites structures de pallier à l'augmentation du coût de fret. Sur le long terme, l'île sera moins dépendante de l'extérieur. De même, La Réunion est une île qui vieillit. Elle sera confrontée à d'importants besoins en matière de services à la personne dans un futur proche. Nous concentrerons nos efforts là-dessus. Enfin, La Réunion compte 40 % de sa population sous le seuil de pauvreté. Il nous faut accompagner davantage les publics fragiles à



la fois par de nouvelles formes de consommation et par de nouveaux outils. La mise en place d'une monnaie locale figurera comme l'une de nos priorités. De même que la mise en place d'une banque régionale de soutien à l'ESS pour accompagner davantage de projets structurants pour notre territoire.

Des transitions vers une société plus solidaire et plus écologique sont à l'œuvre. Quelle place pour les entreprises de l'ESS dans ce contexte et comment comptez-vous soutenir leur développement sur votre territoire ?

Pour certains, les entreprises de l'ESS sont du passé, elles sont pour moi le présent et le futur. Elles ont une part active à prendre dans le combat pour une société

plus juste et respectueuse de l'environnement. Un exemple qui me tient à cœur est celui de la fibre végétale. Organiser la branche et accompagner les différents acteurs, depuis l'arbre planté jusqu'à sa destination finale, crée de l'activité, des emplois, des liens sociaux tout en respectant la planète. Nous nous sommes rendu compte que le schéma où l'objectif est de se partager le maximum de dividendes entre actionnaires n'est plus viable. Il nous faut des entreprises responsables. L'ESS est, selon moi, la stratégie économique de développement de demain pour y parvenir. Celle qui créera de la valeur ajoutée en développant le lien social et en préservant la planète. La clef de notre futur se trouve dans la combinaison de ces 3 facteurs.